



HAL
open science

Circulations révolutionnaires, légitimations croisées : Cuba, Venezuela, Nicaragua

Marie Laure Geoffray, Jan Verlin

► **To cite this version:**

Marie Laure Geoffray, Jan Verlin. Circulations révolutionnaires, légitimations croisées: Cuba, Venezuela, Nicaragua . Critique Internationale, 2015. halshs-01726630

HAL Id: halshs-01726630

<https://shs.hal.science/halshs-01726630v1>

Submitted on 8 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Circulations révolutionnaires, légitimations croisées : Cuba-Nicaragua-Venezuela

par Marie-Laure Geoffray et Jan Verlin

« ... Chaque révolution a sa temporalité et son rythme,
mais (...) toutes sont interconnectées. »

Hugo Chávez (*Aló Presidente !*, 14 octobre 2007)

Le 21 août 2005, Hugo Chávez, président du Venezuela, apparaît aux côtés de Fidel Castro, alors président du conseil d'Etat et du conseil des ministres de Cuba, dans son émission de télévision *Aló Presidente !*. Pour justifier son alliance avec le gouvernement cubain, il pose une question rhétorique : « On m'a demandé comment je peux soutenir Fidel, s'il est un dictateur ? ». Après une légère pause, il reprend, emphatique : « Mais Cuba n'est pas une dictature, c'est une démocratie révolutionnaire ! ». Cet acte de discours¹ du président vénézuélien associe la notion de révolution – généralement plus proche de l'imaginaire d'un changement violent et systémique – au long cours du gouvernement démocratique, et lui permet, ce faisant, de justifier et de légitimer l'alliance avec le gouvernement cubain, présentée elle aussi comme révolutionnaire. Pour comprendre les effets performatifs engendrés par cette alliance, on ne peut saisir l'usage chaviste de la notion de révolution *via* l'offre théorique classique². Il nous faut donc tenter de penser cette notion autrement. La proclamation de cette alliance avec Fidel Castro intervient pour Hugo Chávez trois ans après la tentative de coup d'État (2002) dont il a réchappé, un an seulement après qu'il a remporté un referendum contre sa présidence (2004) et, plus généralement, dans un contexte pré-électoral (élections parlementaires de décembre 2005 et présidentielle de 2006). La mise en scène publique de son soutien au gouvernement de Fidel Castro constitue donc un véritable acte politique, à la fois justification des accords renforcés d'échange et de coopération signés avec La Havane l'année précédente dans le cadre de l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) et prémisses de l'annonce de sa propre « révolution bolivarienne » l'année suivante. Le président du

¹. John Langshaw Austin, *Quand dire, c'est faire*, Paris, Le Seuil, 1970 (1962).

². La littérature sur les révolutions s'est surtout concentrée jusqu'à présent sur deux objectifs principaux : trouver une définition objective de ce phénomène politique et social en proposant une typologie des révolutions selon qu'elles sont « grandes », « petites » ou inachevées ; identifier les causes d'événements révolutionnaires, souvent en analysant des cas d'études emblématiques pour isoler une série de variables universelles avec une ambition de définition, voire de prédiction. Roderick Aya, « Theories of Revolution Reconsidered: Contrastive Models of Collective Violence », *Theory and Society*, 8, 1979, p. 39-98 ; Jack Goldstone, « Theories of Revolutions: The Third Generation », *World Politics*, 32, 1980 p. 425-453 ; John Foran, « Theories of Revolution Revisited: Toward a Fourth Generation? », *Sociological Theory*, 11 (1), 1993, p. 1-20.

Nicaragua, Daniel Ortega, marche dans ses traces dès sa ré-élection en 2006³. Non seulement il revendique l'héritage révolutionnaire sandiniste (1979-1990), mais il dédie aussi sa victoire à Fidel Castro⁴ et rejoint l'alliance régionale formée par Cuba et le Venezuela. Ici, et pour les acteurs politiques qui en font usage, la « révolution » ne signifie donc pas ou plus une rupture abrupte du cadre institutionnel ou constitutionnel, et la légitimité par les urnes n'est pas opposée aux pratiques dites révolutionnaires de gouvernement. Nous avons donc fait le choix de prendre en compte cet usage pour parler de la révolution à la fois comme rupture avec un ordre politique antérieur et comme mode d'exercice du pouvoir, à partir du cas de l'alliance régionale entre les gouvernements de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua.

En effet, l'exemple de légitimation réciproque que constitue la défense par Hugo Chávez, dont la révolution s'est faite par les urnes, de Fidel Castro, représentant d'une révolution par les armes, ne peut être compris dans le seul cadre national et nous amène à interroger cette alliance révolutionnaire entre les trois gouvernements. De même, en 2006, le fait que Daniel Ortega dédie sa victoire électorale à Fidel Castro, alors qu'il redevient président du Nicaragua dans un cadre démocratique, témoigne à la fois de la continuité de son allégeance politique envers le vieux chef révolutionnaire cubain et de sa volonté de construire la légitimité de son nouveau gouvernement à partir des expériences révolutionnaires non seulement sandiniste mais aussi cubaine.

Sur le plan théorique, c'est donc la critique du « nationalisme méthodologique », à la suite du « tournant historiographique de 1989 »⁵, qui nous paraît l'approche la plus pertinente pour mieux comprendre la dimension transnationale des révolutions. À partir d'autres objets, comme les travaux sur les mouvements sociaux au-delà de l'État-nation⁶, sur l'internationalisme informel⁷ ou encore sur les solidarités transnationales⁸, cette approche a en effet permis, grâce à des outils conceptuels et méthodologiques appropriés, de montrer l'existence d'interdépendances complexes et contradictoires de mouvements, interactions et échanges entre acteurs politiques dans un espace transnational. La notion de « circulation » est en l'occurrence particulièrement pertinente car elle est ouverte à la multiplicité, à la multidirectionnalité et à la multidimensionnalité des interactions entre les gouvernements révolutionnaires analysés.

³. Daniel Ortega a été le chef de la junte de gouvernement de reconstruction nationale de 1979 à 1985 et le président du Nicaragua de 1985 à 1990 sous la révolution sandiniste. Il a été réélu en 2006 et en 2011.

⁴. « Regala Daniel Ortega a Fidel Triunfo del Frente Sandinista », *Granma*, 1^{er} décembre 2006.

⁵. Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille : interpréter les violences du XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2010.

⁶. Isabelle Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003 ; Sidney Tarrow, Donatella Della Porta (eds) *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005.

⁷. Constance Bantman, « Internationalism without an International? Cross-Channel Anarchist Networks, 1880-1914 », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 84 (4), 2006, p. 961-981 ; David Featherstone, *Solidarity. Hidden Histories and Geographies of Internationalism*, Londres, Zed Books, 2012.

⁸. Christine Hatzky, Jessica Stites Mor, « Latin American Transnational Solidarities: Contexts and Critical Research Paradigms », *Journal of Iberian and Latin American Research*, 20 (2), 2014, p. 127-140.

Antoine Vauchez a, certes, souligné le flou qui entoure la notion de circulation et les biais implicites de ses usages comme outil méthodologique : préjugé optimiste (vers un monde pacifié par les échanges globaux), linéarité (l'illusion qu'on puisse suivre « à la trace » ce qui circule), biais internationaliste (oubli des allégeances nationales qui demeurent fortes) et impensé en matière de structuration des espaces sociaux transnationaux⁹. C'est la raison pour laquelle nous proposons d'opérationnaliser cette notion en travaillant sur les usages, tout particulièrement politiques, qui en sont faits en termes de légitimation par ces trois gouvernements. Ce choix nous permet de mettre au centre de l'analyse les jeux d'échelles entre local, national et transnational sans nous enfermer dans l'une ou l'autre de ces échelles, puisqu'il s'agit de combiner une approche transnationale (en termes de circulation) et une approche traditionnellement ancrée dans l'espace national (en termes de légitimation). Par ailleurs, ces circulations ne sont pas envisagées comme absolument traçables, mais comme des flux à replacer dans le contexte plus large de la guerre froide, où chaque révolution doit se positionner vis-à-vis des États-Unis. Enfin, la contextualisation de ces circulations permet de dépasser le préjugé optimiste souligné par Antoine Vauchez puisqu'elles s'inscrivent dans des rapports conflictuels à toutes les échelles, du local à l'international. Si les circulations ont un « pouvoir structurant »¹⁰, celui-ci est différencié selon les secteurs sociaux et les passeurs ; créateur de « réseaux d'acteurs » et de « schèmes d'organisation », il peut aussi provoquer des conflits et être porteur d'effets de délégitimation.

Sur le plan empirique, notre approche par les circulations permet d'analyser les relations entre Cuba, le Venezuela et le Nicaragua, contrairement aux études plus courantes qui appréhendent chaque révolution dans un cadre national, avec une focalisation presque exclusive sur leur figure politique majeure : les analyses en termes de castrisme¹¹, de chavisme¹², et d'orteguisme¹³ sont légion. Dans une autre perspective, de nombreux travaux étudient les révolutions sandiniste et bolivarienne comme les décalques de la révolution cubaine, avec une approche diffusionniste ou focalisée sur la « mainmise » cubaine¹⁴. Dans les deux cas, ces travaux occultent la réciprocité des

⁹. Antoine Vauchez, « Le prisme circulatoire. Retour sur un leitmotiv académique », *Critique internationale*, 59, 2013, p. 9-16.

¹⁰. Pierre-Yves Saunier, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, 57, 2004, p. 110-126.

¹¹. Lee Lockwood, *Fidel's Cuba, Cuba's Fidel*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1990 ; Ernst Halperin, *The Rise and Decline of Fidel Castro. An Essay in Contemporary History*, Berkeley, University of California Press, 1972 ; Theodore Draper, *La révolution de Castro. Mythes et réalités*, Paris, Calmann-Lévy, 1963.

¹². Steve Ellner, « The Radical Potential of Chavismo in Venezuela », *Latin American Perspectives*, 28 (5), 2001, p. 5-32 ; Kirk Hawkins, *Venezuela's Chavismo and Populism in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 ; Paula Vasquez Lezama, *Le chavisme : un militarisme compassionnel*, Paris, Éditions de la MSH, 2014.

¹³. Armando Chaguaceda, « Regimen politico y estado de la democracia en Nicaragua », *Nueva Sociedad*, 240, 2012, p. 163-174.

¹⁴. Uri Ra'anani, Benjamin Netanyahu (eds), *Hydra of Carnage: The International Linkages of Terrorism*, Toronto, Lexington Books, 1986 ; Hector Pérez Marciano, *La invasión de Cuba a Venezuela*, Caracas, El Nacional, 2007 ; Brian Latell, *After Fidel*, New York, Palgrave Macmillan, 2005 ; Juan del Aguila, « Central American Vulnerability to Soviet/Cuban Penetration », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 27 (2), 1985, p. 77-97.

relations entre gouvernements révolutionnaires qu'il faut penser par-delà les distinctions entre national et international, comme entre interne et externe. Nous dépasserons donc non seulement les analyses axées sur le cadre national des révolutions, souvent associé à une personnalisation des modes d'exercice du pouvoir, mais aussi celles qui soulignent uniquement la force de l'extranational dans la construction des processus politiques sandiniste et bolivarien, l'objectif étant de montrer les (dés)articulations entre échelles locales, nationales et transnationales de légitimation de l'exercice du pouvoir. Nous nous sommes intéressés tout particulièrement aux circulations intentionnelles, organisées et planifiées par les gouvernements, et non à l'ensemble des flux observables entre les trois révolutions. Pour cela, nous avons isolé trois types de circulations : symboliques (images, références), matérielles et financières, de savoirs et de savoir-faire, notamment en matière de pratiques de gouvernement.

Notre argumentation se fonde sur l'étude de trois périodes et de plusieurs types de données. La première – de la révolution cubaine de 1959 au « triomphe » de la révolution sandiniste le 19 juillet 1979 – est celle de l'alliance entre les sandinistes et le gouvernement cubain. Cette introduction historique s'appuie sur une analyse de la littérature secondaire. Pour la deuxième période – de la prise du pouvoir sandiniste à sa chute (1979-1990) –, il n'existe pratiquement pas d'archives¹⁵ ; nous avons donc là encore travaillé à partir de la littérature secondaire (qui fournit notamment des données chiffrées sur les flux échangés), mais avons également effectué une revue de presse exhaustive des colonnes internationales des journaux officiels cubain (*Granma*) et nicaraguayen (*Barricada*) de 1979 à 1990. Nous avons par ailleurs analysé tous les discours officiels que Fidel Castro a prononcés au Nicaragua après la victoire des sandinistes ainsi qu'à Cuba, à l'occasion de la visite de chefs sandinistes, de la célébration de fêtes nationales (26 juillet à Cuba, 19 juillet au Nicaragua) ou lors de rassemblements internationalistes (sommet du mouvement des non-alignés, célébrations du 1^{er} mai), et les discours officiels des membres de la junte du gouvernement sandiniste, à l'occasion de la visite de ministres cubains ou de Fidel Castro, et lors de leurs voyages à Cuba. Enfin, nous avons conduit des entretiens auprès d'anciens hauts cadres sandinistes (dans l'armée, le parti, les ministères). Pour la troisième période – de l'élection de Hugo Chávez en 1998 à sa mort en 2013 –, notre étude s'appuie, outre sur les sources secondaires qui fournissent des données chiffrées sur les échanges économiques entre les trois gouvernements, sur une analyse des pages internationales de *Granma* de 2006 à 2013 ainsi que sur les rares articles de fond parus dans la *Voz del Sandinismo* (journal en ligne du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), nouvelle mouture de *Barricada*, disparu en 1998), sur les discours prononcés par Hugo Chávez, Fidel Castro et Daniel Ortega tant à l'occasion des visites de chacun dans l'un des deux autres pays que lors de

¹⁵. Le gouvernement sandiniste a brûlé les archives gouvernementales après la défaite électorale de 1990. Quant aux archives cubaines, elles ne sont pas accessibles.

rencontres internationales (sommets de l'ALBA, sommets Petrocaribe, sommets économiques Cuba-Venezuela), ainsi que sur des entretiens conduits auprès des cadres actuels du gouvernement sandiniste et de journalistes d'investigation au Nicaragua.

Ces trois périodes sont étudiées ici de manière transversale. Nous montrerons dans la première partie comment les circulations favorisent la constitution d'une communauté révolutionnaire, elle-même au principe de nouvelles circulations, et analyserons dans la seconde partie les usages politiques des circulations révolutionnaires à des fins de légitimation.

Circulations et constitution d'une communauté révolutionnaire

Il est aussi pertinent de parler de « circulations révolutionnaires » à propos des mouvements qui s'organisent pour faciliter l'avènement de ruptures politiques qu'à propos de ceux qui sont pensés pour contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre social et politique. Cependant, avant la victoire de la révolution sandiniste en 1979, les circulations révolutionnaires latino-américaines sont avant tout structurées par le gouvernement cubain qui exporte la stratégie de la guérilla ou *foco*¹⁶. Celle-ci consiste à établir des bases de combat dans les montagnes afin de préparer l'offensive révolutionnaire sans attendre – contrairement à ce que préconise la théorie marxiste-léniniste – que toutes les conditions objectives soient réunies. Elle doit, d'une part, permettre le ralliement et la formation de forces combattantes, d'autre part, provoquer la déstabilisation progressive du gouvernement autoritaire en place. Ce modèle, appelé la « voie cubaine », a souvent été adopté tel quel, malgré les défaites militaires et politiques auxquelles il a mené¹⁷. C'est pourquoi l'historien Timothy Wickham-Crowley souligne qu'il y a moins circulation que « diffusion » d'un modèle¹⁸, autrement dit transfert unidirectionnel d'une idéologie, de savoirs et de savoir-faire.

C'est donc plutôt à partir de la prise de pouvoir des sandinistes au Nicaragua en 1979 que de véritables circulations, tant symboliques que matérielles, sont mises en place, qui contribuent à faire émerger une communauté révolutionnaire, tout d'abord avec le gouvernement cubain, puis, vingt ans plus tard et dans une configuration nouvelle, avec le gouvernement vénézuélien.

1979 : naissance d'une communauté révolutionnaire

Le travail de construction de cette communauté révolutionnaire entre Cubains et sandinistes s'opère

¹⁶. Shirley Christian, *Nicaragua: Revolution in the Family*, New York, Vintage, 1986.

¹⁷. Au Nicaragua, la défaite la plus cinglante a été celle de l'attaque de Pancasán en 1962, qui a presque **détruit** le FSLN. Au demeurant, cette défaite a été à l'origine d'autres circulations, puisqu'elle a déclenché l'exil d'une partie des cadres du FSLN à Cuba.

¹⁸. Timothy Wickham-Crowley, « Two Waves of Guerilla », communication présentée au congrès de la Latin American Studies Association (LASA), San Francisco, mai 2012.

autour de références, d'un imaginaire partagé et de la transnationalisation des héros de chaque révolution. Le discours prononcé par Fidel Castro lors de la fête nationale du 26 juillet 1979, à laquelle les sandinistes sont les invités d'honneur (une semaine après leur entrée victorieuse dans Managua), en est un exemple paradigmatique.

Traditionnellement, ce discours loue les réussites et les avancées du pays (productivité agricole, construction d'infrastructures, consolidation du système d'enseignement, etc.). C'est un discours nationalo-centré de célébration de la révolution cubaine. Or, en 1979, Fidel Castro élargit l'espace de référence de son allocution. En proclamant d'emblée que la célébration de la fête nationale cubaine ne peut être, en cette année toute particulière, qu'une « cérémonie sandiniste », il transforme le sens de cette fête qui devient sandiniste tandis que la victoire sandiniste devient aussi celle des Cubains.

Cet acte de discours est prolongé par l'évocation d'un panthéon commun de héros et de martyrs, où se côtoient notamment José Martí et Augusto César Sandino, ainsi que par l'usage du lexique révolutionnaire cubain : héros, martyrs, ténacité, courage, pour caractériser les sandinistes, et sbires, tyrans, crime et barbarie, pour caractériser le régime autoritaire déchu. En intégrant les deux expériences révolutionnaires dans la même sémantique, Fidel Castro exalte des valeurs partagées : culte du héros masculin combattant, défense de la souveraineté de la patrie, lutte contre les gouvernements oligarchiques et mafieux liés aux intérêts américains (les Somoza et leurs alliés (1937-1979) au Nicaragua, Batista (1952-1959) à Cuba).

Il va même jusqu'à présenter Sandino comme l'initiateur de la lutte révolutionnaire en Amérique latine et à Cuba (en lieu et place des révolutionnaires mexicains, pourtant pionniers et dont Sandino s'est lui-même inspiré¹⁹). Ce faisant, il construit discursivement une communauté d'appartenance entre les deux révolutions. Les sandinistes reprennent à leur compte cette communauté révolutionnaire²⁰. Au Nicaragua, Fidel Castro est présenté comme une icône de la révolution sandiniste, un inspirateur, presque au même titre que Sandino : « Fidel représentait pour nous la résurrection de Sandino, la réponse à nos réserves, la justification de nos rêves d'hérésie », dit Tomás Borge, commandant de la révolution sandiniste et ministre de l'Intérieur (1979-1990)²¹.

La constitution de cette communauté révolutionnaire permet l'intensification des circulations entre Cuba et le Nicaragua. Au départ, les Cubains ont contribué à la révolution sandiniste par l'organisation de formations militaires pour les cadres du FSLN, ainsi que par l'envoi d'armes et de

¹⁹. Donald C. Hodges, *Intellectual Foundations of the Nicaragua Revolution*, Austin, University of Texas Press, 1986.

²⁰. « À nous, il paraît aussi, en voyant ce formidable enthousiasme, ce drapeau rouge et noir, ce peuple plein d'énergie et de vigueur, que nous sommes dans notre propre patrie ». Discours du commandant Jaime Wheelock du 26 juillet 1980, à Cuba (*Granma* du 3 août 1980) (Les citations en espagnol sont traduites par nos soins).

²¹. David Nolan, *The Ideology of the Sandinistas and the Nicaragua Revolution*, Coral Gables, Institute of Interamerican Studies, University of Miami, 1984, p. 22.

stratégues au Nicaragua²². Après 1979, les circulations entre les deux pays deviennent massives. Elles concernent en premier lieu les savoirs et les savoir-faire. Dans le domaine de l'éducation, 2 000 enseignants cubains environ sont envoyés au Nicaragua pour la campagne d'alphabétisation lancée par le gouvernement sandiniste, sur le modèle cubain, et plus de 2 000 élèves nicaraguayens viennent à Cuba, sur l'île de la Jeunesse²³. Dans le domaine de la santé, les estimations varient entre 1 000 et 1 500 médecins présents au Nicaragua à partir de 1979²⁴.

Sur le plan idéologique, les manuels de marxisme-léninisme élaborés à Cuba circulent comme base de la formation politique des militants sandinistes, tant au sein du FSLN qu'au gouvernement²⁵, et des centaines de conseillers militaires, politiques et du renseignement cubains sont mis à disposition des ministères, du FSLN et des organisations de masse²⁶. Cependant, l'hétérodoxie sandiniste (pluralisme politique, économie mixte) vis-à-vis de la doctrine marxiste-léniniste soviétique et l'ignorance de la langue russe constituent des obstacles aux circulations révolutionnaires avec le bloc de l'Est, lesquelles sont d'autant plus importantes que les circulations matérielles et financières depuis Cuba sont limitées par les faibles ressources de l'île. Les Cubains travaillent donc comme intermédiaires entre sandinistes et Soviétiques, et ce à plusieurs niveaux : environ 500 ingénieurs et techniciens cubains disposant d'une longue expérience de travail sur les machines importées du bloc socialiste sont envoyés au Nicaragua pour y former des ouvriers²⁷, tandis que des milliers de sandinistes sont envoyés à Cuba pour y être formés aux méthodes d'intelligence, de contre-intelligence et de renseignement, avec un soutien technique de la RDA et l'assistance régulière de formateurs de la Bulgarie et de l'URSS²⁸.

Certes, l'aide soviétique (214,6 millions de dollars entre 1979 et 1986) demeure inférieure à l'aide occidentale (365 millions de dollars pour la même période)²⁹, mais elle est particulièrement prisée par les sandinistes qui sont confrontés à la conditionnalité de l'aide internationale (tenue d'élections, fin de la livraison d'armes aux guérillas d'Amérique centrale...) et à l'hostilité

²². B. Latell, *After Fidel, op. cit.*, p. 198 ; Jean-François Fogel, Bertrand Rosenthal, *Fin de siècle à La Havane : les secrets du pouvoir cubain*, Paris, Le Seuil, 1993, p. 252 ; Richard H. Schultz jr, *Soviet Union and Revolutionary Warfare*, Stanford, Hoover Institution Press, 1988, pp. 153-158.

²³. Gary Prévost, « Cuba and Nicaragua : A Special Relationship? », *Latin American Perspectives*, 17 (66), 1990, p. 126-130.

²⁴. *Ibid.* ; J.-F. Fogel, B. Rosenthal, *Fin de siècle à La Havane : les secrets du pouvoir cubain, op. cit.*, p. 243-258.

²⁵. Humberto Ortega, « Discurso ante la Reunión de Especialistas Militares », 25 août 1981, version mimeo, p. 101-103. Les entretiens conduits avec Vanessa Castro Cardenal, ancienne responsable de l'éducation politique au FSLN, le 14 mai 2013, et avec Gloria Carrión, ancienne responsable de la Fédération des femmes (AMLAE), le 15 mai 2013, confirment l'usage massif des manuels politiques cubains pour former les cadres sandinistes tant dans le Parti que dans les organisations de masse.

²⁶. Les estimations varient de 200 (Stephen Gorman, « Power and Consolidation in the Nicaraguan Revolution », *Journal of Latin American Studies*, 13 (1), 1981, p. 144) à plus de 700 (J.-F. Fogel, B. Rosenthal, *Fin de siècle à La Havane : les secrets du pouvoir cubain, op. cit.*, p. 243-258).

²⁷. G. Prévost, « Cuba and Nicaragua : A Special Relationship? », art. cité, p. 126-130.

²⁸. Richard H. Schultz jr, *Soviet Union and Revolutionary Warfare, op. cit.*, p. 156.

²⁹. Harry E. Vanden, Gary Prévost, *Democracy and Socialism in Sandinista Nicaragua*, Boulder/Londres, Lynne Rienner Publishers, 1993, p. 103 et suivantes

croissante de l'administration américaine (armement et financement des guérillas contre-révolutionnaires – les *contras* – et imposition d'un embargo de 1985 à 1989). Cette solidarité révolutionnaire permet de comprendre pourquoi le choix initial des sandinistes de maintenir une pluralité d'alliances se transforme progressivement en un rapprochement de fait avec le bloc soviétique, et particulièrement avec Cuba.

Ainsi, l'inconditionnalité de l'aide cubaine et l'isolement du gouvernement sandiniste sur le continent américain (notamment en raison des pressions exercées par les États-Unis) ont été des facteurs déterminants de l'intensification de ces circulations tout au long des années 1980 et de la force de l'alliance révolutionnaire entre les deux gouvernements jusqu'en 1990.

Entrer dans la communauté révolutionnaire sans faire la révolution par les armes

L'échec électoral des sandinistes en 1990, la défaite de la guérilla salvadorienne peu après et la chute de l'URSS ont fait que le gouvernement révolutionnaire cubain s'est retrouvé isolé sur le continent. Si les relations entre partis et mouvements révolutionnaires se réorganisent autour d'un espace de débats – le Forum de São Paulo, créé en 1990 à l'initiative du Parti des travailleurs brésilien, alors marxiste –, la dynamique révolutionnaire retombe dans le sous-continent pendant presque dix ans. C'est la victoire de Chávez à la présidentielle de 1998 qui permet à la communauté révolutionnaire latino-américaine de se reconstituer.

Cette reconstitution autour du président vénézuélien ne va pas de soi. En effet, Chávez ne dispose pas de la légitimité que confère la lutte armée révolutionnaire. Par ailleurs, les gauches latino-américaines souscrivent désormais, du moins publiquement, à l'importance de la légitimité démocratique conquise par les urnes. La résolution de cette contradiction passe non seulement par la revendication d'une compatibilité entre démocratie et révolution – Chávez qualifiant le gouvernement cubain de « démocratie révolutionnaire », Castro désignant Chávez comme le « commandant de la révolution au Venezuela » tout en saluant ses victoires électorales³⁰ – mais aussi par la sélection, la construction et la circulation de certaines figures historiques de la lutte anticoloniale.

Alors que Ernesto Guevara, Salvador Allende ou encore les révolutionnaires mexicains demeurent, après la chute du mur de Berlin, très présents dans l'imaginaire révolutionnaire continental ce sont d'autres figures qui sont mises en avant par les gouvernements révolutionnaires : José Martí à Cuba, Augusto César Sandino au Nicaragua, Simón Bolívar au Venezuela. En effet, chacun de ces trois hommes politiques symbolise la nation, au sens où il est à la fois reconnu comme héros national par l'ensemble des tendances politiques de la société concernée et appropriable par des gouvernements

³⁰. Voir le discours de Fidel Castro à l'occasion du dixième anniversaire de la première visite de Hugo Chávez à Cuba, le 14 décembre 2004 (<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/2004/esp/f141204e.html>).

de gauche pour son égalitarisme et son anticolonialisme³¹. Ensuite, ces trois héros apparaissent également comme des figures transnationales, parce qu'ils ont tous défendu la cause du pan-latino-américanisme³². Chaque figure est donc à la fois nationalisée (la révolution est bolivarienne au Venezuela, sandiniste au Nicaragua et martienne à Cuba) et transnationalisée (chacune circule dans les trois révolutions). Les trois libérateurs historiques sont convoqués dans les discours officiels, acclamés lors des cérémonies publiques de mise en scène de la communauté révolutionnaire, et leurs exemples enseignés dans les manuels d'histoire, le tout étant orchestré par les trois figures contemporaines qui leur correspondent : Fidel Castro, Daniel Ortega et Hugo Chávez. La force de la circulation de ces icônes historiques et contemporaines tient non seulement à leur existence discursive, mais aussi à leur inscription spatiale. Dans les trois pays, et tout particulièrement au Nicaragua, des images, des bustes et des sculptures de ces deux triades sont disséminés dans l'espace public. À Cuba et au Venezuela, c'est surtout le duo Castro/Chávez qui est mis en avant depuis les années 2000.

Avec l'entrée du Venezuela dans la communauté révolutionnaire, les circulations s'intensifient en même temps qu'une répartition des rôles se met en place. Sur le plan matériel, les dons, prêts et crédits octroyés par le Venezuela à Cuba (estimés à 18 milliards de dollars entre 1999 et 2010, comparables à l'aide reçue de l'URSS³³) et au Nicaragua (500 à 600 millions annuels³⁴) pour l'achat de pétrole placent ces deux pays sous dépendance économique. Dans le cas cubain, l'imbrication économique et politique est telle que l'idée de mettre en place une confédération entre Cuba et le Venezuela est évoquée au milieu des années 2000³⁵. Toutefois, ces circulations ne sont plus l'exclusive de la communauté révolutionnaire puisque l'ALBA a été créée en décembre 2004 en opposition à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA, en anglais FTAA ; en espagnol et en portugais ALCA) proposée par les États-Unis. Elle compte aujourd'hui douze pays membres, dont la Bolivie et l'Équateur, et trois pays observateurs. Il n'empêche, si l'échelle régionale est privilégiée pour la construction d'un modèle alternatif d'intégration, les circulations de savoirs et de

³¹. Bolívar, Martí et Sandino ont un fort ancrage, fondé sur une pensée humaniste, dans les mouvements anticoloniaux de leurs époques. Christopher Abel, Nissa Torrents, *José Martí: Revolutionary Democrat*, Londres, Athlone, 1986 ; Volker Wunderlich, *Sandino. Eine politische Biographie*, Wuppertal, Peter Hammer Verlag, 1995.

³². Simon Collier, « Nationality, Nationalism and Supranationalism in the Writings of Simón Bolívar », *Hispanic American Historical Review*, 63 (1), 1983, p. 37-64 ; Jeffrey Belnap, Raúl Fernández, *José Martí's « Our America »: From National to Hemispheric Cultural Studies*, Durham, Duke University Press, 1998. Augusto César Sandino, *Pensamiento político*, *Biblioteca??*, Caracas, Ayacucho 1998.

³³. Carlos A. Romero, « South-South Cooperation between Venezuela and Cuba », dans *Reality of Aid, South-South Cooperation: A Challenge to the Aid System?*, Special Report on South-South Cooperation, Manila, Phillipines, Ibon Books, 2010, p. 109. Carmelo Mesa-Lago estime que Cuba a reçu une aide de 65 milliards de dollars de l'Union Soviétique de 1960 à 1990, soit environ 20 milliards tous les dix ans. Carmelo Mesa-Lago, « The Economic Effects on Cuba of the Downfall of Socialism in the USSR and Eastern Europe », dans C. Mesa-Lago (ed.), *Cuba after the Cold War*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1993, p. 148.

³⁴. C. Mesa-Lago, *Cuba en la era de Raúl Castro: Reformas económico-sociales y sus efectos*, Madrid, Editorial Colibrí, 2012 ; Tim Rogers, « Could Nicaragua's President Survive without Venezuela's Chávez », *Global Post*, 6 octobre 2012.

³⁵. « Cuba tiene dos presidentes Castro y Chávez afirma vice-presidente cubano », *Radio Caracol*, 6 octobre 2005, « Chávez dice que Cuba y Venezuela van a confederación de repúblicas bolivarianas », *Cubanet*, 14 octobre 2007.

savoir-faire demeurent relativement restreintes à la triade révolutionnaire.

À l'intérieur de cette triade, Cuba demeure l'entité centrale en matière de production et de circulation de stratégies d'exercice du pouvoir. Castro enseigne à Chávez ses techniques de pouvoir, notamment le rôle du niveau local de gouvernement (le contrôle des quartiers) et celui de la redistribution et de sa mise en scène. Les « missions » sociales (campagnes d'alphabétisation, ouverture de centres de santé) inaugurées dans les quartiers populaires après 2003, grâce à la mise à disposition de dizaines de milliers de médecins, d'enseignants et d'éducateurs sportifs cubains, remplissent ces deux rôles³⁶. Elles permettent de connaître les besoins des habitants, d'y apporter des réponses et d'utiliser le maillage social ainsi créé pour construire au niveau le plus local la légitimité politique du gouvernement.

Comme au Nicaragua dans les années 1980, les Cubains font en outre circuler des savoir-faire en matière de contrôle politique et social. On estime que des milliers de conseillers militaires et politiques cubains se trouvent au Venezuela³⁷ depuis les années 2000 et qu'ils participent à des activités d'intelligence et de contre-intelligence, notamment en matière de surveillance des activités des États-Unis dans la région³⁸. Ce sont également des Cubains des services d'intelligence qui sont chargés de la sécurité rapprochée du Président Chávez. Ils enseignent à leurs homologues vénézuéliens à penser toute forme d'opposition ou de critique comme une « menace pour la stabilité du régime »³⁹. Enfin, Albet S.A., une entreprise cubaine, a passé contrat avec le gouvernement de Chávez en 2007, pour émettre de nouvelles cartes d'identité pour les Vénézuéliens, tandis que des centaines de jeunes militants du front Francisco de Miranda, formés politiquement à Cuba, se chargeaient de l'identification des Vénézuéliens non recensés. Cette campagne, qui a permis l'immatriculation de dix-huit millions de citoyens d'après le gouvernement vénézuélien⁴⁰, a facilité l'accès au vote pour les classes populaires, tout en permettant une centralisation accrue des données. Les circulations entre le gouvernement sandiniste des années 1980 et le gouvernement cubain, puis entre les trois gouvernements révolutionnaires contemporains sont si intenses et touchent tant de domaines que les oppositions de chaque gouvernement en viennent à dénoncer des brèches ouvertes dans la souveraineté nationale. Si ces circulations nous renseignent sur les processus d'intégration économique et politique à l'œuvre dans et entre les cas étudiés, ce sont surtout les usages politiques

³⁶. Max Azicri, « The Cuba-Venezuela Alliance and Its Continental Impact », dans Catherine Krull (ed.) *Cuba in a Global Context: International Relations, Internationalism, and Transnationalism*, Gainesville, University Press of Florida, 2014, p. 127-143.

³⁷. Christopher Dembik, « Quel avenir pour Cuba après la mort de Hugo Chávez », *Le Monde*, 19 mars 2013 ; Antonio María Delgado, « Los hilos de la inteligencia venezolana en los manos de La Habana », *El Nuevo Herald*, 20 mai 2013.

³⁸. C. A. Romero, « Venezuela y Cuba. “Una seguridad diferente” », *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*, 27 mars 2009 (<http://nuevomundo.revues.org/55550>).

³⁹. Antonio María Delgado, « Los hilos de la inteligencia venezolana en las manos de La Habana », *El Nuevo Herald*, 20 mai 2013.

⁴⁰. « Misión Identidad » (http://ceims.mppre.gob.ve/index.php?option=com_content&view=article&id=43:mision-identi).

qui en sont faits qui nous paraissent particulièrement pertinents pour analyser le travail de légitimation effectué par chaque gouvernement révolutionnaire et par la communauté révolutionnaire dans son ensemble vis-à-vis de publics locaux et internationaux.

Des légitimations croisées

Ces usages sont sélectifs car les circulations révolutionnaires sont perçues par l'opposition politique de chacun des trois pays ainsi que par le gouvernement américain comme illégitimes et de ce fait combattues, y compris par les armes.

Sur le plan conceptuel, nous n'opposons pas la perspective de Jacques Lagroye, inspirée de Max Weber, qui envisage la légitimation comme « la démonstration d'une aptitude [des dirigeants] à assurer le triomphe des valeurs (...) socialement désirables » (perspective verticale État/citoyens) à celle de Michel Dobry, pour qui la légitimité est en grande partie produite par les « transactions collusives », autrement dit par les accords implicites ou explicites entre élites de secteurs sociaux différenciés (perspective horizontale)⁴¹. En effet, si l'on retient l'idée de Dobry selon laquelle les processus de légitimation sont pluriels avec « des formes locales, éclatées, sectorielles »⁴², alors il est pertinent d'articuler plutôt que d'opposer ces différents processus. C'est pour cette raison que nous apportons une attention particulière aux échelles du travail de légitimation, en démontrant que les « revendications de légitimité »⁴³ des gouvernants diffèrent selon le type de public visé et selon les espaces dans lesquels ce travail est effectué.

Étant donné qu'il est difficile de mesurer les effets fonctionnels de la légitimation, car ces effets sont seulement visibles *ex post*, nous nous sommes focalisés sur le travail de légitimation en tant que tel. En revanche, dans la mesure où les trois révolutions étudiées ont fait l'objet de mobilisations contre-révolutionnaires – et donc ont engendré des contre-circulations – intenses, ce travail est empiriquement plus tangible lorsqu'il est effectué par les mouvements d'opposition et par le gouvernement américain. Je ne suis pas sûre que cette précision soit importante dans cet article étant donné que vous ne parlez pas ici de ces contre-circulations...

De la monstration à l'occultation de la « communauté révolutionnaire »

L'exemple des gouvernements sandinistes, dans les années 1980 comme depuis 2006, est particulièrement significatif du travail de légitimation conduit dans le but de contrer les attaques des

⁴¹. Michel Dobry, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques », dans Javier Santiso (dir.), *À la recherche de la démocratie*, Paris, Karthala, 2002, p. 103-120.

⁴². *Ibid.*, p. 115.

⁴³. Max Weber, *Economy and Society*, Berkeley, University of California Press, 1978, p. 220.

opposants internes comme de l'administration américaine. On observe notamment des usages différenciés des circulations révolutionnaires non seulement selon les publics ciblés mais aussi en fonction des échelles d'action politique.

Ainsi, pour les périodes 1979-1985 et 1985-1990, le dépouillement du journal officiel du FSLN, *Barricada*, montre que la référence à Cuba est fortement sectorialisée en ce qu'elle insiste surtout sur « l'aide » : de nombreux reportages sont consacrés à la coopération en matière de santé et d'alphabétisation, à l'envoi d'étudiants nicaraguayens à Cuba ainsi qu'à l'aide apportée à la reconstruction : routes, hôpitaux, écoles, centrale sucrière, etc. Les interventions des dirigeants sandinistes vont dans le même sens. S'ils soulignent la solidarité entre peuples révolutionnaires, ils insistent sur l'indépendance du Nicaragua et sur la pluralité de ses alliances. Cette focalisation sur l'aide sociale et économique est aussi clairement présente dans les rares archives disponibles. Par exemple, il n'existe pas de section spécifique dévolue à Cuba dans les rapports effectués annuellement par la direction nationale sandiniste au conseil d'État et la contribution matérielle de l'île à la reconstruction du Nicaragua est difficile à calculer car on ne sait pas si elle a été classée sous « pays socialistes » ou bien « Amérique latine »⁴⁴. Quant aux circulations idéologiques et militaires, comme la présence de conseillers cubains des services d'intelligence ou bien l'envoi d'armes et de combattants à destination de la guérilla au Salvador, elles sont occultées⁴⁵. Aujourd'hui encore, des sandinistes ayant exercé de hautes fonctions dans les ministères de l'Intérieur, des Forces armées ou de la Coopération ne disposent que d'informations parcellisées sur la nature et l'étendue des relations entre Cuba et le Nicaragua dans les années 1980⁴⁶, ce qui indique une forte concentration de l'information dans un cercle de pouvoir très restreint.

Cette différenciation des usages des circulations, entre monstration et occultation, est liée à la volonté des sandinistes de sauvegarder l'image d'une révolution authentique afin de ne pas s'aliéner les larges soutiens internationaux qu'ils ont obtenus en prenant le pouvoir en 1979, l'alliance avec la bourgeoisie nationale, censée garantir le pluralisme politique, s'étant dissoute dès 1980. Il s'agit également d'éviter une confrontation avec les États-Unis alors que l'administration de Ronald Reagan accuse le gouvernement sandiniste de ne pas respecter la démocratie du fait de ses relations avec Cuba, et d'entraîner des guérilleros du Salvador sur ses propres terres⁴⁷.

Pourtant, la stratégie échoue, et les sandinistes sont perçus comme un gouvernement aligné sur les intérêts du bloc soviétique. Dans les zones rurales du Nord du pays, l'existence de guérillas de

⁴⁴. Rapports annuels de la junte de gouvernement de reconstruction nationale au conseil d'État de 1981 et 1982.

⁴⁵. Entretien avec Ricardo Pereira, ancien major de l'armée de l'air sandiniste, **Managua**, 14 mai 2013. Sergio Ramírez, *Adiós Muchachos. Una memoria de la revolución sandinista*, Madrid, Aguilar, 1999, p 128.

⁴⁶. Aucune des 21 personnes interviewées pour cette recherche et ayant occupé des postes de pouvoir sous le gouvernement sandiniste ne disposait d'informations autres que celles issues de leur expérience professionnelle et plusieurs d'entre elles ont souligné la parcellisation de l'information.

⁴⁷. G. Prévost, « Cuba and Nicaragua : A Special Relationship? », art. cité, p. 129 et 134.

paysans antisandinistes (rejointes par les soldats de l'ancienne garde nationale du dictateur déchu Anastasio Somoza) témoigne de la faible légitimité du modèle de collectivisation des terres imposé par le gouvernement sur le modèle cubain. Il paraîtrait même que chez de nombreux paysans du Nord-Est un mythe ait circulé selon lequel Fidel mangeait les petits enfants, ce qui ne pouvait que dissuader les Nicaraguayens d'envoyer leurs enfants à l'école à Cuba. Que ce mythe ait existé ou non importe peu, il témoigne de la circulation de récits de résistance à la présence cubaine au Nicaragua⁴⁸. À l'extérieur, Ronald Reagan déclare que le Nicaragua constitue une forte menace pour les États-Unis et prend des mesures en conséquence : l'aide directe aux *contras* passe de 19 à 24 millions de dollars entre 1982 et 1984⁴⁹, une aide « humanitaire » est également versée (25 millions de dollars en 1985)⁵⁰ et la CIA organise des entraînements militaires *ad hoc*. Mais le président américain n'en reste pas là : en 1985, il décrète un embargo total contre le pays et son administration exerce de multiples pressions sur les gouvernements qui soutiennent les sandinistes, y compris sur le Président François Mitterand, qui doit renoncer à l'envoi d'armes au Nicaragua au début des années 1980⁵¹. Ces entraves à l'existence de flux avec des gouvernements n'appartenant pas au bloc soviétique expliquent l'alignement progressif du gouvernement sandiniste sur le modèle cubain et sa dépendance croissante à l'égard de l'aide soviétique (armes, pétrole, développement des infrastructures) à partir du milieu des années 1980.

Ce sont cet enlisement dans la guerre civile et l'alignement contraint sur le bloc soviétique qui sont aujourd'hui perçus par la nouvelle équipe sandiniste au pouvoir comme les causes de la défaite électorale de 1990. Dès lors, on comprend mieux le pragmatisme du Président Ortega depuis 2006 et son positionnement à égale distance entre l'administration américaine et le gouvernement vénézuélien. Certes, il signe l'intégration du Nicaragua dans l'ALBA dès sa prise du pouvoir, mais il ne dénonce pas pour autant l'Accord de libre-échange avec les États-Unis ratifié en 2005 par le gouvernement précédent. De même, s'il réintègre une communauté révolutionnaire désormais élargie au Venezuela de Chávez, les usages qu'il fait des circulations révolutionnaires sont de plus en plus différenciés.

De fait, son retour au pouvoir ne signifie pas le retour du marxisme au gouvernement. Après plus de quinze ans passés dans l'opposition, le mouvement sandiniste s'est profondément transformé, tant sur le plan idéologique que dans sa mise en scène publique. Si Daniel Ortega dédie sa victoire à

⁴⁸. Entretiens avec Angelica Faune, ancienne militante chilienne internationaliste, fonctionnaire du ministère **sandiniste** de la Réforme agraire dans les années 1980, et avec Orlando Nuñez, sociologue, spécialiste de questions agraires, et actuel conseiller du président Daniel Ortega, **Managua**, 6 mai 2013.

⁴⁹. Lee H. Hamilton, Daniel K. Inouye, *Report of the Congressional Committee Investigating the Iran/Contra Affair*, **Washington D.C.**, Diane Publishers, 1987, p. 3.

⁵⁰. Voir le rapport du ministère de la Justice américaine (<http://www.justice.gov/oig/special/9712/appa.htm>).

⁵¹. Robert Matthews, « The Limits of Friendship: Nicaragua and the West », *NACLA Report on the Americas*, mai-juin 1985, cité dans Thomas Walker (ed.), *Revolution and Counterrevolution in Nicaragua*, Boulder, Westview Press, 1991, p. 161.

Fidel Castro, la référence à la révolution cubaine est fortement segmentée selon les échelles et les publics. Elle est utilisée dans les enceintes internationales (sommets de l'ALBA, visites à La Havane) et devant des publics militants au Nicaragua. Certes, au siège du FSLN comme dans les bureaux des députés du parti à l'Assemblée nationale, on trouve en bonne place des images de Fidel Castro et de Che Guevara, mais le président sandiniste veille à réserver ces références révolutionnaires à des publics ciblés. Lors des funérailles de l'ancien ministre de l'Intérieur Tomás Borge en 2012⁵², il rappelle les fortes relations qu'entretenaient le défunt et Fidel Castro et lit les messages de condoléances envoyés par Raúl Castro et Hugo Chávez, selon un rituel d'hommage qui est aussi un rituel de célébration de la triade révolutionnaire. Ses propos ne sont pourtant pas rapportés dans la presse sandiniste, *La Voz del Sandinismo*, qui, contrairement à la presse cubaine, souligne plutôt la diversité politique des hommages internationaux⁵³, ce qui restreint la portée des propos du Président au seul public – militant – présent lors de la cérémonie.

Sur le plan politique, la révolution sandiniste est toujours qualifiée de « socialiste », mais elle devient aussi « chrétienne ». Au rouge et au noir du FSLN est ajouté le rose bonbon. Des slogans consensuels – « amour, paix et vie » ou « bénis, prospères et victorieux » – remplacent désormais les mots d'ordre de la lutte révolutionnaire. Dans les discours publics au Nicaragua et dans la presse sandiniste, seule l'ALBA apparaît régulièrement, et chaque fois louée pour son principe de solidarité fondé sur la complémentarité des échanges économiques entre partenaires, ce qui occulte la forte relation bilatérale nouée entre le Nicaragua et le Venezuela et minimise l'alliance politique au principe de ces relations. C'est pourtant le retour du Nicaragua dans la communauté révolutionnaire qui lui permet de bénéficier de l'aide matérielle du Venezuela et qui, par association avec les expériences cubaine et vénézuélienne, ouvre au gouvernement nicaraguayen les voies de reconstruction d'une certaine légitimité politique dans la gauche latino-américaine et au-delà, alors même que la plupart des intellectuels et des cadres militants sandinistes des années 1980 ont fait défection depuis que le Président Ortega a mis en œuvre des alliances politiques avec des partis libéraux et conservateurs. L'article publié par l'une des figures mondiales de l'altermondialisme, François Houtart, dans la *Jornada*, le journal de la gauche mexicaine, à la veille de l'élection présidentielle de 2006, est significatif de l'appui ainsi obtenu : Houtart inscrit le FSLN dans « l'axe progressiste latino-américain » qu'il faut soutenir dans son combat contre le néolibéralisme⁵⁴.

Ce soutien dure peu, cependant. Le pragmatisme de Daniel Ortega ne lui évite ni la désaffection des intellectuels de la gauche transnationale ni les campagnes de presse virulentes qui dénoncent la dépendance économique du pays vis-à-vis du Venezuela et ses effets en termes de construction

⁵². « Encabeza Ramiro Valdés delegación cubana a funerales », *Granma*, 3 mai 2012.

⁵³. « Tomás es también de los muertos que nunca mueren », *La Voz del Sandinismo*, 30 avril 2012 ; « Elogian personalidades extranjeras al comandante Tomás Borge », *La Voz del Sandinismo* 3 mai 2012.

⁵⁴. François Houtart « Existe una izquierda en Nicaragua », *La Jornada*, 26 octobre 2006.

d'une nouvelle élite politique et économique transnationale. En revanche, les effets de ces attaques sont faibles dans son électorat du fait du travail de compartimentation de l'information à l'échelle nationale et des logiques de classe (les journaux d'opposition sont principalement lus par les intellectuels de la capitale et le Nicaragua reste un pays rural et pauvre). Si le gouvernement sandiniste actuel a perdu en légitimité à l'échelle internationale (le soutien de certains courants de gauche transnationaux qu'il avait obtenu lors de sa première réélection en 2006 s'est étiolé avec la politique de censure des intellectuels et les fraudes électorales), Daniel Ortega voit sa courbe de popularité nationale croître régulièrement (entre 60 % et 75 % d'opinions favorables en 2013 et 2014)⁵⁵. Ironie de l'histoire, cette popularité est due en grande partie à la politique de redistribution menée envers les catégories sociales les plus défavorisées, politique permise par les investissements et les crédits du gouvernement vénézuélien.

Entre ses alliances locales, notamment avec l'Église catholique et des courants politiques libéraux, et ses alliances internationales avec Cuba et le Venezuela dans le cadre de l'ALBA, les positionnements publics du gouvernement sandiniste de l'après-2006 varient donc fortement. Au Venezuela et à Cuba au contraire, les gouvernements travaillent à articuler les échelles locales et transnationales des circulations révolutionnaires, notamment pour contrer les attaques dont ils sont l'objet.

Jeux d'échelles dans les usages des circulations révolutionnaires

Depuis les années 2000, les accords passés entre Hugo Chávez et Fidel puis Raúl Castro ont entraîné la multiplication des échanges entre Cuba et le Venezuela. On estime que le nombre de barils de pétrole livrés chaque jour à Cuba par le Venezuela, qui investit massivement dans l'île⁵⁶, s'élevait à 57 000 en 2002⁵⁷, puis 115 000 en 2008⁵⁸. Par ailleurs, plus de 20 000 Vénézuéliens ont été soignés à Cuba (la plupart pour des troubles oculaires)⁵⁹ depuis le début des années 2000 et 30 000 à 40 000 Cubains se trouveraient actuellement au Venezuela, dans différents types de missions sociales, politiques et militaires⁶⁰.

Ces flux intenses entre les deux pays sont largement mis en scène par les dirigeants politiques. À Cuba, ils sont présentés comme le produit d'une alliance révolutionnaire avec l'héritier (Hugo Chávez) de l'utopie bolivarienne. De plus, le fait que ce dernier reprenne en les reformulant les catégories de « révolution » et de « socialisme » (« révolution bolivarienne », « socialisme du

⁵⁵. Sondage du Latin American Monitor (<http://www.latinamericamonitor.com/file/161320/nicaragua.html>) et Tim Rodgers, « New Poll: Ortega Continues with High Approval Ratings », *Nicaragua Dispatch*, 19 janvier 2014.

⁵⁶. M. Azicri, « The Cuba-Venezuela Alliance and Its Continental Impact », cité, p. 135-136.

⁵⁷. C. A. Romero, « Venezuela y Cuba. "Una seguridad diferente" », art. cité.

⁵⁸. Rolando H. Castañeda, « La ayuda económica de Venezuela a Cuba: situación y perspectivas. Es sostenible? », *Cuba in Transition*, 19, 2009, p. 389-400.

⁵⁹. C. A. Romero, « Venezuela y Cuba. "Una seguridad diferente" », art. cité.

⁶⁰. *Ibid.* ; H. Pérez Marcano, *La invasión de Cuba a Venezuela*, op. cit., p. 176.

XXI^e siècle ») permet au gouvernement cubain d'actualiser et de relégitimer l'usage de ces catégories dans l'île. Chávez est présenté comme un fils spirituel de Fidel Castro dans sa lutte pour la construction d'un nouveau modèle socialiste en Amérique latine⁶¹. Grâce à ce soutien, le gouvernement cubain peut lutter contre son image de survivant fossilisé et archaïque de l'époque soviétique) et se lancer dans une bataille de représentations dans laquelle le gouvernement nicaraguayen joue également son rôle.

Par exemple, Miguel d'Escoto, ancien ministre des Affaires étrangères et actuel conseiller de Daniel Ortega, propose en 2009, en tant que président de l'organe délibératif de l'ONU, que Fidel Castro soit nommé héros mondial de la solidarité⁶². Le Nicaragua et le Venezuela sont tous deux très actifs pour condamner l'embargo américain contre Cuba, pour exiger la libération des cinq Cubains (espions de la communauté cubaine de Floride) détenus aux États-Unis et pour lutter contre la condamnation de Cuba au Comité des droits humains à Genève. Ces activités sont mises en scène dans la presse et à la télévision cubaines, et dans *Telesur*, média à forte audience latino-américaine lancé par Hugo Chávez, avec l'objectif principal de souligner que Cuba n'est pas seule dans ses combats⁶³. Cette campagne transnationale permet de légitimer la continuité révolutionnaire à la fois vis-à-vis des publics cubains de l'île, des gouvernements latino-américains et de la gauche latino-américaine et mondiale. Ses effets se font sentir à l'échelle régionale : aujourd'hui, Cuba est intégrée dans les organisations latino-américaines nouvellement créées (comme la CELAC, Communauté des États latino-américains et caribéens) et son exclusion de l'OEA (Organisation des États américains) a été révoquée en 2009.

Au Venezuela, Chávez bénéficie du prestige de la révolution cubaine. Sa tentative de coup d'État en 1992 l'a un temps condamné à être perçu comme un militaire putschiste, à rebours des évolutions d'un continent en pleine transition vers la démocratie. Afin de construire une image plus légitime de son *leadership*, il a donc travaillé à s'inscrire dans une trajectoire historique de lutte : lutte de libération, lutte de justice sociale avec deux piliers : la référence centrale à Simón Bolívar et la présentation de soi comme un héritier de Fidel Castro⁶⁴, tout en soulignant son respect des mécanismes démocratiques.

Sa stratégie d'utilisation du pétrole témoigne de cette volonté de se légitimer largement à la fois vis-à-vis de la population vénézuélienne et de l'ensemble des pays latino-américains. À l'échelle nationale en effet, les « missions sociales » (santé, éducation, sport) sont directement financées par

⁶¹. C'est la teneur d'un communiqué lu à la télévision cubaine le 5 mars 2013, qui rappelle que Hugo Chávez s'est toujours comporté comme un fils vis-à-vis de Fidel Castro, qu'il est l'un des fils les plus méritants du peuple cubain et qu'il « est aussi cubain ».

⁶². « La ONU declara héroe mundial de la madre tierra al presidente Evo Morales », *La Jornada*, 30 août 2009.

⁶³. « Embajador nicaraguense condena bloquea contra Cuba », *Granma*, 17 octobre 2012 ; « Presidente Ortega encabezara acto solidario con Cuba en Nicaragua », *Granma*, 14 avril 2012 ; « Daniel Ortega recibe a hija de antiterrorista cubano », *Granma*, 19 juillet 2010.

⁶⁴. M. Azicri, « The Castro-Chávez Alliance », *Latin American Perspectives*, 36 (1), 2009, p. 99-110.

les profits générés par l'industrie du pétrole ; à l'échelle régionale, la diplomatie du pétrole (fourni à bas prix dans le cadre des accords Petrocaribe) aide les petites nations de l'Amérique centrale et de la Caraïbe à faire face à leur dépendance énergétique et à protéger leur souveraineté face aux États-Unis. Cette politique permet à Chávez d'asseoir sa légitimité auprès de son électorat⁶⁵ et de consolider son influence non seulement dans la région Caraïbe, mais aussi vis-à-vis des gouvernements latino-américains progressistes, avec lesquels il partage une perspective anti-impérialiste. Elle lui permet notamment d'inciter les pays latino-américains à créer la CELAC en 2010, malgré leurs divergences politiques, afin de mieux défendre leurs intérêts, leur autonomie et leur souveraineté face aux États-Unis.

Dans les cas cubain et vénézuélien, on constate que le travail de légitimation croisée permet aux deux gouvernements de se prévaloir en interne de la légitimité obtenue à l'extérieur et d'utiliser leurs réussites sociales au niveau national pour exporter une image progressiste à l'international et créer une nouvelle dynamique d'intégration régionale dont les principes fondateurs proclamés sont la solidarité et la complémentarité. L'analyse des usages scalaires des circulations révolutionnaires est donc nécessaire pour comprendre les imbrications entre les échelles nationale et internationale du travail de légitimation. En même temps, l'intensité de ces circulations et leur mise en scène ont entraîné des attaques contre les deux gouvernements, qui prennent la forme de procès en délégitimation, notamment sur la question de la souveraineté nationale.

Ainsi, l'opposition au gouvernement cubain et les chancelleries étrangères présentent le soutien économique et politique du Venezuela à Cuba comme responsable de l'obsolescence de plus en plus marquée du modèle révolutionnaire cubain, parce qu'il limiterait ses besoins de réformes⁶⁶. Depuis Miami, leur implantation majeure⁶⁷, les oppositions aux gouvernements des deux pays exigent une séparation nette dans la gestion économique et politique de chacun des deux pays. Dans le cas du Venezuela en particulier, la présence cubaine est un enjeu de politique intérieure. Lors de la tentative de coup d'État contre Chávez en 2002, l'entrepreneur Pedro Carmona qui se trouve à la tête des opérations déclare que sa première action en tant que nouveau président sera de mettre fin aux accords économiques avec Cuba. Et Henrique Capriles, candidat de l'opposition lors de l'élection présidentielle de 2013, annonce, lui aussi, qu'en cas de victoire il supprimera les envois

⁶⁵. D'après le Latinobarometro, le soutien à la démocratie a considérablement augmenté sous Hugo Chávez, passant de moins de 60 % à la fin des années 1990 à plus de 87 % en 2013, ce qui indiquerait un haut niveau de satisfaction face au fonctionnement des institutions du pays (contrairement à la vision de la presse internationale et des chancelleries étrangères) (http://www.latinobarometro.org/documentos/LATBD_INFORME_LB_2013.pdf).

⁶⁶. Carlos Alberto Montaner (exilé et opposant), « Noticias urgentes para enterrar a Chávez », *Penultimos Dias*, 6 mars 2013 ; Christophe Toothaker, « Obama: Venezuela Ties to Iran, Cuba, Have not Served Interests of People », *Huffington Post*, 19 décembre 2011.

⁶⁷. « Venezolanos y Cubanos se unen en Miami en protesta contra Maduro », *Martí Noticias*, 20 février 2014 ; « Cubanos y Venezolanos en Miami boicotean gasolineras de Venezuela », *Notimex*, 6 mars 2014.

de pétrole à Cuba⁶⁸. Depuis l'élection contestée de Nicolás Maduro le 14 avril 2013, les manifestants de l'opposition défilent aux cris de « *no somos Cuba* » (nous ne sommes pas Cuba) et la presse d'opposition tant cubaine (aux États-Unis) que vénézuélienne publie inlassablement des articles traitant de ce qu'elle taxe d'ingérence cubaine au Venezuela⁶⁹.

Les circulations entre Cuba et le Venezuela ont globalement bénéficié au gouvernement cubain qui en a fait usage pour mettre fin à son isolement économique, politique et diplomatique dans les Amériques et pour relégitimer le modèle révolutionnaire face aux injonctions de la communauté internationale qui prône une transition vers la démocratie libérale. En revanche, elles entraînent des attaques de délégitimation contre le gouvernement vénézuélien, accusé de brader la souveraineté nationale. S'ils ont réussi à faire émerger un soutien populaire au niveau national et à créer des alliances solides à l'échelle régionale (et même au-delà avec l'Iran et la Russie), les gouvernements de Chávez et aujourd'hui de Maduro sont particulièrement décriés dans les enceintes internationales où, comme l'ont été les Sandinistes des années 1980, ils sont accusés d'être les marionnettes du gouvernement cubain.

Cette étude des circulations entre trois gouvernements qui se revendiquent comme étant révolutionnaires a permis d'éviter le double écueil de l'exceptionnalisme et de la focalisation sur les leaders révolutionnaires pour comprendre les ressorts de légitimation de ces gouvernements. Cette perspective tant diachronique que synchronique nous a de plus amené à étudier un espace transnational sans pourtant oublier la pertinence du cadre national.

Pendant les années 1980, dans un contexte transnational structuré par la guerre froide, les circulations contribuent à la constitution d'une communauté révolutionnaire dans une logique de réciprocité. Cette communauté, recomposée depuis les années 2000, souligne par la circulation de certains symboles l'existence d'un monde de sens partagé. Cependant, les relations y sont asymétriques. Cuba reste un centre de production de normes, d'icônes et de savoir-faire, surtout après la défaite sandiniste de 1990, tandis que le Venezuela est plutôt un pourvoyeur de ressources et un relais d'idéologies et de pratiques de gouvernement élaborées à Cuba.

Les gouvernements révolutionnaires réalisent par ailleurs un travail de légitimation qui cible différents types de publics en participant à un jeu d'échelles complexe dans le but de perpétuer les

⁶⁸. Juan Tamayo, « Venezuela no seguirá regalando petróleo a Cuba dice Capriles », *El Nuevo Herald*, 10 février 2012.

⁶⁹. Juan Reynaldo Sánchez, « Quien es el hombre fuerte de la inteligencia cubana en Venezuela? », *Café Fuerte*, 27 mai 2013 ; Antonio María Delgado, « Los hilos de la inteligencia venezolana en las manos de La Habana », *Nuevo Herald*, 20 mai 2013.

révolutions au pouvoir. Selon cette logique, ils occultent certaines circulations et en mettent d'autres en avant. Cependant, ils ne peuvent en contrôler complètement les usages. C'est là qu'on retrouve les jeux d'échelles⁷⁰ : la légitimation nationale est directement liée à la validité du projet révolutionnaire à un niveau régional. Les acteurs gouvernementaux agissent dans un contexte dialectique entre publics ciblés et échelles d'action nationales et régionales et construisent ainsi leur légitimité dans et par les processus circulatoires. Dans ces processus, le projet révolutionnaire se transforme. Le socialisme n'est plus qu'un horizon pour le XXI^e siècle, selon le mot d'ordre lancé par Hugo Chávez, pour des gouvernements activement insérés dans des réseaux d'échanges mondiaux.

Marie Laure Geoffray est maîtresse de conférences à l'IHEAL-Sorbonne Nouvelle. Elle travaille sur l'action collective en contexte autoritaire et sur les transformations contemporaines des régimes socialistes. Elle a récemment publié *Contester à Cuba* (Paris, Dalloz, 2012), « Transnational Dynamics of Contention in Contemporary Cuba », *Journal of Latin American Studies* (47 (2), mai 2015, p. 223-249) et, avec Armando Chaguaceda, « Las reformas en Cuba: una aproximación a sus dimensiones y repercusiones político-institucionales », dans Velia Cecilia Bobes, *Cuba. ¿Ajuste o transición? Impacto de la reforma en el contexto del restablecimiento de las relaciones con Estados Unidos* (San José, FLACSO, 2015, p. 47-86).

marie-laure.geoffray@univ-paris3.fr

Jan Verlin est doctorant en sociologie à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) de l'Université Paris Ouest Nanterre et ATER à l'Université de Lille 2, rattaché au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS). Ses thèmes de recherche portent sur le monde et le gouvernement humanitaires, les politiques de désastres, ainsi que sur les circulations et les solidarités révolutionnaires en Amérique latine. Il a notamment publié « Modes de gouvernement en Haïti après le séisme de 2010 », introduction au dossier coordonné avec Jorge Heine, *Cahiers des Amériques latines* (75, 2014, p. 15-24) et « Haïti : État failli, État à (re)construire, *ibid.* (p. 24-41).

janworlein@gmail.com

⁷⁰. Jean-François Revel, « Micro-analyse et construction du social », dans Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 15-36.